

20e Label national Territoires, Villes et VillagesInternet

&

Premier congrès
des élus au numérique
29 et 30 janvier 2019
Grande Arche
de la Défense



Table des matières

Qu'est-ce que Villes Internet ?	3
Édito	4
Séance d'ouverture	5
20e cérémonie de remise du label national territoires, villes et villages Internet	6
Introduction par Michel Authier	7
Congrès des élus : des débats et une motion	8
Débat - Pourquoi un congrès des élus au numérique ?	9
Une motion : « le numérique, quelle compétence pour les villes ? »	10
Conseil des partenaires des territoires de demain	11
Et aussi...	
La démocratie interactive, conférence-débat de Jacques Lévy	12
La rencontre « ville intelligente partagée »	12
L'assemblée générale de l'association villes Internet	12
Et sur les deux jours :	
Les bancs publics des agents territoriaux experts, innovateurs et médiateurs	13
Les pitch' élus	13
Les outils de l'Internet citoyen	
Elunum - le moteur de recherche de l'action publique	14
« Une Histoire de l'Internet Citoyen »	15
Les grandes étapes depuis 20 ans	16
Ici, demain !	17
L'Atlaas – le cœur de l'action de Villes Internet	18
Informations pratiques	20
Partenaires	21
Contact presse	23



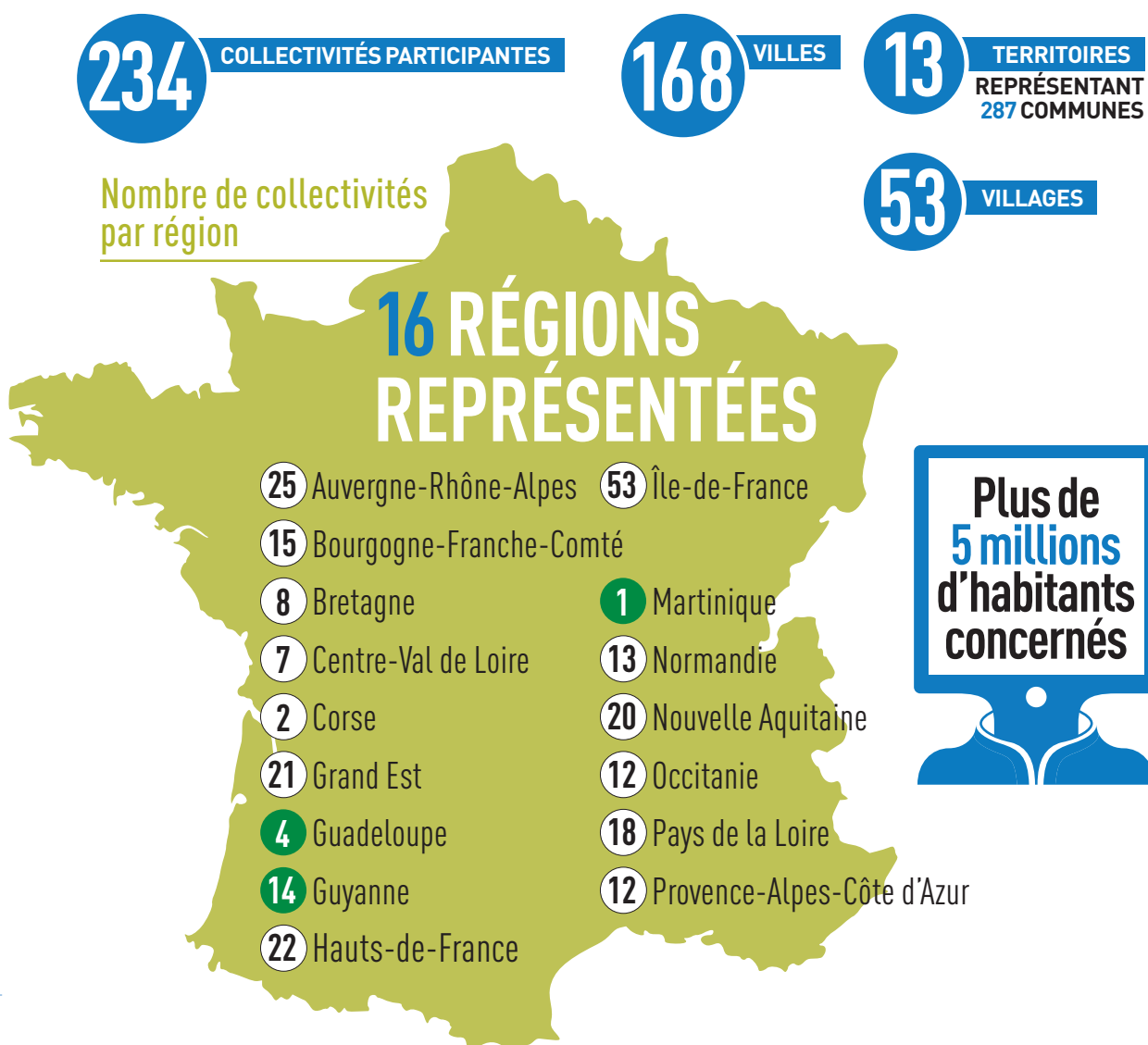


Qu'est-ce que Villes Internet ?

Villes Internet est une association transpolitique d'élus locaux rassemblés autour du thème de l'Internet citoyen. Dès l'arrivée d'Internet en France, elle s'est donné pour mission d'accompagner le déploiement des politiques publiques numériques locales. Reconnue par l'État et une vingtaine de partenaires publics et privés, elle constitue une ressource de veille active et d'échange d'expériences pour les acteurs locaux, dont les 450 maires membres.

Elle organise depuis 1998 un label national, qui permet aux territoires de s'autoévaluer dans une graduation d'une à cinq arobases. Remis chaque année à plus de 200 territoires, villes et villages des régions de l'hexagone et d'outre-mer, il a souligné le travail des agents publics territoriaux et des élus de plus de 2100 collectivités françaises, pionnières des services publics numériques locaux.

chiffres-clés du label 2019



Édito

Florence Durand-Tornare

Fondatrice et déléguée générale de Villes Internet



À l'origine, une certitude : la régulation des innovations technologiques s'opère en proximité par l'usage. Les collectivités l'ont compris, elles contribuent ainsi à encadrer et stimuler la production des services et les changements de comportements individuels et collectifs qu'ils imposent. Cette innovation publique se distingue dans le soutien de la transition numérique des organisations, écoles, centres sociaux, entreprises... Et dans l'optimisation de la gestion locale des flux de l'espace public : eau, électricité, transports. Ce sont des décisions locales qui permettent d'expérimenter les services de demain, de les offrir et de les accompagner.

20 ans, c'est le temps qu'il a fallu pour déployer des services publics numériques qui répondent aux règles républicaines. Celle de l'**égalité** dans le respect des différences de chaque territoire et du pacte social national. Celle de la **fraternité** dans la **démocratie** qui exige d'appliquer les règles du débat public pour le choix des services publics numériques. Celle de la **gratuité** dans le partage en assurant l'accès gratuit aux services publics fondamentaux numériques partout, pour tous. Celle de la **liberté** qui permet de choisir d'être connecté ou non, et garantit le respect des libertés personnelles et des données privées. S'ajoute à ces valeurs, l'urgence du respect de l'environnement en maîtrisant l'impact du numérique : une cause qui concerne tous les territoires au-delà des frontières.

20 ans, c'est peu pour un label que les collectivités ne cessent de solliciter afin de toujours plus mutualiser et valoriser leurs actions.

De plus en plus, la transformation numérique est un choix politique qui engage des enjeux économiques, sociaux et démocratiques. Qui dit choix politique dit débat et démocratie. En ce sens, organiser un « Congrès des Elus au Numérique » s'impose comme une évidence : les acteurs doivent débattre pour construire ensemble l'orientation politique. Un congrès dans la bienveillance et l'optimisme de dépasser les frontières partisans pour faire avancer les territoires de demain. Car comme le rap la chanteuse française Keny Arkana « on ne changera pas le monde si on compte sur les pessimistes » !

Séance d'ouverture

Mardi 29 janvier 9 h

Par Emmanuel Eveno, président de l'association Villes Internet, Anne Le Hénanff, vice-présidente de l'association Villes Internet et Claudy Lebreton, vice-président de Villes Internet, président honoraire de l'Assemblée des départements de France.



Emmanuel Eveno, géographe, directeur du Centre Interdisciplinaire d'Etudes Urbaines (CIEU) à l'université Toulouse-Jean-Jaurès, préside le bureau élu par le conseil d'administration. Il préside également le jury du Label National Territoires, Villes et Villages Internet qui assure la continuité du référentiel du Label en s'appuyant sur un conseil d'orientation où les membres du jury débattent avec les élus des évolutions à appliquer.

“ Ce qui a distingué notre association, tout au long de ces 20 ans, c'est précisément le fait que les chercheurs et acteurs se sont retrouvés dans une même démarche d'expérimentation. Le Label annuel a été une excellente façon de faire de la “recherche impliquée”, celle-ci consistant à produire la connaissance sur les modalités de diffusion sociale des technologies numériques en partenariat étroit avec les collectivités répondant au vaste questionnaire annuel d'évaluation. ”



Anne Le Hénanff est adjointe au maire de Vannes (Morbihan) en charge de la communication, des systèmes d'information et du développement numérique, également au syndicat mixte Mégalis Bretagne et réserviste citoyenne cyber. Elle a été élue vice-présidente de Villes Internet en février 2018, après plus de 10 ans d'investissement au sein de l'association.

“ L'environnement numérique de 1999 n'est plus celui de 2019. Je formule le souhait que Villes Internet, dans ce monde sans cesse en mouvement, tel un phare, poursuive auprès des collectivités sa mission de guide et sache les éclairer dans leurs prochaines grandes mutations. ”



20e cérémonie de remise du label national territoires, villes et villages Internet

Mardi 29 janvier 15 h 30

Retransmission en direct

Depuis 20 ans, la France est le seul pays à proposer un label pour reconnaître les villes et villages promoteurs de l'Internet citoyen. La marque territoriale « Label National Territoires, Villes et Villages Internet » concerne les villages comme les grandes villes. Plus de 234 collectivités locales se sont inscrites pour participer à cette édition, rejoignant ainsi les 2100 villes ayant intégré la démarche depuis sa création.



Ce label est une marque territoriale matérialisée par un panneau de @ à @@@@@ à afficher en entrée de ville et dans les supports de communication. C'est surtout pour la collectivité l'occasion d'évaluer et de faire reconnaître la mise en œuvre d'un Internet local citoyen à la disposition de chacun dans l'intérêt général.

Toute collectivité participante s'engage dans le mouvement de l'Internet public et citoyen français et à ce titre reçoit au moins une arobase.

Introduction par Michel Authier



Michel Authier est un mathématicien, philosophe, sociologue français. Il a conçu les logiciels de cartographie de l'information Umap et TMM. Il est également l'inventeur des arbres de connaissances. Auteur de plusieurs ouvrages, Michel Authier a été notamment enseignant à Paris-VIII, la Sorbonne, etc., chercheur, chargé de mission auprès du Premier ministre, expert auprès de l'UNESCO et de l'OMS, conseiller de grandes entreprises françaises et internationales.

Les labels seront remis par Julien Denormandie, ministre chargé de la Ville et du Logement et Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères*

En présence de Médéric Monestier, directeur général de la Banque française Mutualiste, Alain Doyen, vice-président de la Mutuelle Nationale Territoriale, des 24 membres du jury, et des invités élus internationaux.



“ Les usagers restent attachés aux services publics et à la Fonction publique, comme le montre régulièrement le baromètre ODOXA pour la Banque Française Mutualiste. Cependant les évolutions de leur mode de consommation, dus aux innovations numériques, les poussent à attendre toujours plus de rapidité et de réactivité de la part des administrations. Ce changement de paradigme, mêlant exigences et impatience, vient impacter de plein fouet les collectivités locales dans leur organisation et les agents dans leur mode de travail au quotidien.

La transition numérique n'est plus une option, elle s'impose à tous, dans tous les pans de la société. C'est aussi une opportunité pour repenser le lien entre les agents de la Fonction publique et les usagers et de pouvoir ainsi se concentrer sur l'essentiel : le service et la proximité. C'est une évolution inéluctable dans laquelle l'agent territorial doit en profiter pour faire évoluer ses compétences et enrichir son métier.

Consciente de l'impact de ces évolutions, étant elle-même concernée tout autant que ces mutuelles sociétaires, et de l'importance d'un accompagnement du changement auprès des agents, la Banque Française Mutualiste a choisi de renouveler son partenariat – aux côtés de la Mutuelle Nationale des Territoriaux* – avec l'association Villes Internet, qui accompagne et valorise depuis 20 ans les initiatives des collectivités et de leurs agents dans le cadre de cette transition numérique.

C'est à ce titre qu'elle est fière d'être présente au Congrès national des élus au numérique et à la remise du 20e Label Villes Internet, les 29 et 30 Janvier 2019.

Afin d'accompagner les collectivités, la Banque Française Mutualiste a choisi cette année de soutenir la série «ICI DEMAIN, voyage sonore en Villes Internet» qui donne la parole aux acteurs locaux : agents publics, animateurs sociaux, élus À découvrir sur le site d'information « Parlons public » ”.

*La Banque Française Mutualiste compte dans son sociétariat exclusivement des mutuelles de la Fonction publique dont la Mutuelle Nationale des Territoriaux (MNT).



Banque française Mutualiste

“ Proche des collectivités territoriales et de ses agents, la MNT partenaire historique de Villes Internet entend poursuivre son partenariat et l'accompagner dans ses actions de développement du numérique pour assurer le lien avec les agents des services publics locaux. ”

Alain Doyen,
Vice président de la Mutuelle Nationale Territoriale,
administrateur de la Banque Française Mutualiste





Congrès des élus : des débats et une motion

Proposer ce premier congrès national des élus au numérique, c'est créer un espace de réflexion partagée pour ceux qui doivent prendre localement des décisions politiques essentielles.

La société mondiale se numérise

Les collectivités locales sont au front de cette transformation culturelle et organisationnelle incontournable. En France, les communes sont les garantes du respect des valeurs républicaines et de la continuité de l'accès aux droits des citoyens-habitants. Elles produisent ce service public «à la française» souvent envié dans d'autres régions du monde. Depuis 20 ans, les élus et les agents territoriaux assument la charge de cette transformation en veillant à la continuité du service et à l'application des valeurs républicaines. Ils le font avec courage, souvent isolés, sans compétences réglementaires ni budgets dédiés.

Élu au numérique, un engagement à généraliser

Après les élections municipales de 2014, la plupart des maires des villes moyennes et souvent des plus petites ont nommé des délégués «au numérique», aux TIC, à l'Internet citoyen, aux services numériques, à la citoyenneté numérique, au service public de la donnée, à l'open data, à la dématérialisation des services... Ces élus, souvent innovateurs, toujours médiateurs de cette nouvelle culture, doivent accompagner le choix de la municipalité afin de créer le «service public numérique» adapté aux spécificités locales.

Des choix politiques garants du pacte social

Aux obligations légales s'ajoute la démultiplication des dispositifs numériques publics ou privés proposés de façon souvent impérieuse. Ce sont autant de doutes face à la décision pour améliorer la qualité des services et parfois leur nature. Il s'agit de choisir le sens du projet et d'engager des infrastructures qui touchent sur des décennies à l'équilibre du «vivre ensemble». Organiser une démocratie forte qui préside à ces choix, maîtriser les impacts de la consommation numérique, modifier l'urbanisme selon des plans de déplacements optimisés, déployer l'éducation critique à la culture numérique pour les anciens comme pour les enfants, aménager l'espace public, inventer des lieux publics adaptés, spécifier de nouveaux services de proximité... C'est une révolution «haussmanienne» à l'échelle de chaque commune pour organiser une ville sociocentrée et donc solide.

Débattre pour choisir

Pour produire l'égalité territoriale du service public numérique que les citoyens attendent, les maires et élus membres de l'Association Villes Internet constituent le Congrès national des élus au numérique. Ils proposent d'exprimer ensemble les problématiques, de débattre des chances et des risques et de dessiner les sociétés locales en devenir.



Débat — Pourquoi un congrès des élus au numérique ?

Mardi 29 janvier 10 h 15

Introduction par les vice-présidents de Villes Internet, suivie d'un débat sur le rôle de l'élu au numérique.

“ Toutes les villes ont aujourd'hui, et quelquefois depuis 10 ou 20 ans, un élu délégué au numérique, parce que ce domaine en perpétuel mouvement éclaire de façon transversale, utile et nécessaire pratiquement toutes les décisions que prennent les collectivités : démocratie locale, territoires intelligents, administration... Avec ce 1er congrès des élus au numérique, Villes Internet met à l'honneur ces nouvelles compétences, et permet un véritable brassage des idées et des actions mises en œuvre. » ” Caroline Cayeux.



Caroline Cayeux*

Caroline Cayeux est la maire de Beauvais (Oise). Elle est également présidente de l'association Villes de France.

Depuis le début de son mandat, en 2001, l'édile de la préfecture de l'Oise a installé le numérique au cœur de sa politique, promouvant une transition bienveillante.



François Baroin*

François Baroin est le maire de la ville de Troyes et président de l'Association des Maires de France.



Christophe Bouillon*

Christophe Bouillon est député de Seine-Maritime et président de l'Association des Petites Villes de France.



John Billard

John Billard est le vice-président de l'Association des maires ruraux de France, représentant le président, Vanik Berberian.



Stéphane Beaudet*

Stéphane Beaudet est le maire de la ville de Courcouronnes, conseiller régional 3e vice-président aux transports de l'Île-de-France et président de l'Association des maires d'Île-de-France.



Xavier Pintat*

Xavier Pintat, sénateur de la Gironde, maire de Soulac-sur-Mer, est également président de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)

*présent ou représenté



Une motion : « le numérique, quelle compétence pour les villes ? »

Mercredi 30 janvier 10 h 30

Sur fond de crise des gilets jaunes et du grand débat lancé en réponse par le gouvernement d'Édouard Philippe, la volonté de porter une motion lors de ce premier congrès des élus au numérique est significative. En effet, pour que les débats dépassent les portes de la grande arche de la Défense, des positions fortes doivent être prises et relayées. C'est l'objectif de ce texte. Il a vocation à inscrire dans le débat les politiques publiques numériques mises en place localement et qui transforment la vie de Françaises et des Français.

À la pointe du numérique participatif, Villes Internet a déjà commencé à consulter ses membres grâce à un « appel à idées » interne. Plusieurs sujets émergent d'ores et déjà :

- Accompagner l'accès aux droits fondamentaux par le numérique au guichet de chaque mairie
- Systématiser la participation citoyenne en ligne aux projets locaux
- Assurer la consommation responsable du numérique pour lutter contre son impact sur le climat
- Généraliser l'éducation critique au numérique de l'école à la famille
- Ouvrir des colieux numérisés de multiactivités pour animer les centres bourgs et centre quartiers
- Dynamiser l'activité professionnelle localisée par le télétravail dans les secteurs privés et publics
- Proposer localement un tarif social de l'Internet, sur le principe du quotient familial

Ces sujets serviront de socle à la discussion qui se poursuivra par un vote.

Le texte final de la motion sera enfin présenté à Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités le mercredi 30 janvier à 16h 30 en direct*.

Conseil des partenaires des territoires de demain

Mercredi 30 janvier 10 h 30

Présidé par Claudy Lebreton, le conseil des partenaires des territoires de demain a pour objectif de relier les compétences engagées dans le développement territorial autour du numérique. Les partenaires de l'association Villes Internet forment le socle idéal d'un collectif à élargir pour impacter par l'expérience les politiques publiques numériques touchant à la mutation des services publics.

“ À un moment où la question démocratique s'est invitée dans le débat public, il est opportun que la démocratie sociale s'interroge et s'empare de ce sujet. À Ville Internet, nous avons anticipé en 2015, en créant le conseil des partenaires qui rassemble des ministères publics, des collectivités, des entreprises, des associations, des chercheurs et des experts pour échanger, confronter, proposer et construire des projets alternatifs sur le thème de la démocratie et des territoires numériques de demain.

Nous avons des défis communs, à nous de trouver des solutions partagées pour le futur. Voilà notre projet et notre stratégie d'alliances avec l'objectif d'associer, demain, les citoyen.n.e.s. ”



Claudy Lebreton est vice-président de l'association Villes Internet, auteur du rapport « Les territoires numériques de la France de demain » remis le 18 septembre 2013 au ministère de l'Égalité des territoires et du Logement.

Et aussi...

La démocratie interactive, conférence-débat de Jacques Lévy

Mardi 29 janvier 14 h



Jacques Lévy est géographe, spécialiste de géographie politique. Professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse), il a été lauréat du prix Vautrin-Lud en 2018 considéré comme le prix Nobel de géographie. Agrégé de géographie en 1974, il fonde en 1975 la revue *EspacesTemps* (aujourd'hui *EspacesTemps.net*). Jacques Lévy s'intéresse au potentiel du numérique pour la géographie. Il publie en 2016 *A Cartographic turn* (EPFL Press), dans lequel il plaide pour un travail étroit entre la géographie et l'informatique, notamment à travers le traitement de données.

Cette conférence-débat donnera au géographe la possibilité de mettre ses recherches au service de l'Internet citoyen et d'échanger avec les élus présents.

La rencontre « ville intelligente partagée »

Mardi 29 janvier 17 h

Avec l'Agence française de développement (AFD) et la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) en présence de maires français et étrangers.

Après le rapport *Vers un modèle français de Villes Intelligentes Partagées* remis à Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, l'association Villes Internet a mis en place un cycle de rencontres afin de débattre des propositions et des suites concrètes de ce rapport ouvert au débat.

La première de ces rencontres a eu lieu le 27 septembre 2018. Les apports de cette demi-journée continueront à enrichir ce rapport ouvert, et les projets présentés pourront faire l'objet d'un financement dans le cadre des appels à projets du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et de l'Agence française de Développement.

L'assemblée générale de l'association Villes Internet

Mardi 29 janvier 12 h

Association Loi 1901, Villes Internet organise chaque année l'assemblée générale de ses membres. L'occasion de dresser le bilan des douze derniers mois et de tracer les perspectives de l'association. Un moment à huis clos afin de laisser la possibilité de tous les membres de l'organisation de s'exprimer et de voter.

Et sur les deux jours :

Les bancs publics des agents territoriaux experts, innovateurs et médiateurs

#1 : agents innovateurs, agents médiateurs

#2 : communicants publics

#3 : directeurs des services et directeurs des systèmes d'information — animé par Romain Mazon, rédacteur en chef de la Gazette des Communes

#4 : partenaires, avec le CINOV-IT, l'Association des Maires d'Île-de-France, Publilégal, ConsultVox et Qwant

Les pitch' élus

Les élus des collectivités labellisées reviennent sur l'intérêt de participer à ce label et sur la dynamique numérique de leurs villes, villages ou intercommunalités.





Les outils de l'Internet citoyen

Boîte à outils pour les collectivités, Villes Internet développe de nouveaux instruments afin de mutualiser, diffuser et promouvoir les politiques publiques mises en œuvre dans les territoires. Une belle façon de faire vivre l'Internet citoyen et d'accompagner les acteurs engagés.

Le congrès sera l'occasion d'en découvrir trois nouveaux.

Elunum — le moteur de recherche de l'action publique

Plus de 30 000 sources de confiance ont été identifiées par Villes Internet pour mettre cet outil inédit au service des acteurs publics. Ce moteur développé par Qwant qui en garantit la sécurité et le respect des données personnelle, est à installer « par défaut » dans les administrations françaises : encore une fois les collectivités montrent que le choix existe face aux mastodontes d'outre-Manche !

<https://elunum.fr/>

Sous la direction de Michael Bideault

#ELUNUM

Sources de confiance

avec **Qwant** **Rechercher**

un dispositif proposé par 



« Une Histoire de l'Internet Citoyen »

Frise dynamique et interactive

1999 – 2009 – 2019 – Au fil des ans, Villes Internet retrace l'histoire de l'Internet citoyen. En parallèle, on suit la démocratisation de l'Internet et des outils numériques dans le monde, les innovations qui impactent les territoires, et les lois qui ponctuent ces 20 ans. Une vision subjective que chacun peut compléter en y ajoutant ses propres repères historiques.

<http://internetcitoyen.fr>

Une réalisation de Pascale Moise



1999

MONDE

248 millions d'internautes

4,1% de la population connectée

FRANCE



5,5 millions d'internautes

Les organisations sont transformées, les relations sociales sont densifiées, les modes d'apprentissage partagés, des économies alternatives apparaissent... mais les sociétés en transition qui se dessinent sont soumises au risque de profondes inégalités. Chacun d'entre nous est responsable du sens que prendra cette évolution.



2009

MONDE

247 milliards d'emails par jour



La Chine

1^{ère} nation utilisatrice d'Internet

FRANCE



30 millions d'internautes

20 millions de Français achète sur Internet

80% des Français ont un **mobile**

12% ont un **smartphone**

56% ont un **ordinateur**

1h30 par jour passée sur Internet



2019

MONDE

4,9 milliards d'internautes

54% de la population connectée

FRANCE



57 millions d'internautes

40 millions de Français achète sur Internet

93% des Français ont un **mobile**

81% ont un **smartphone**

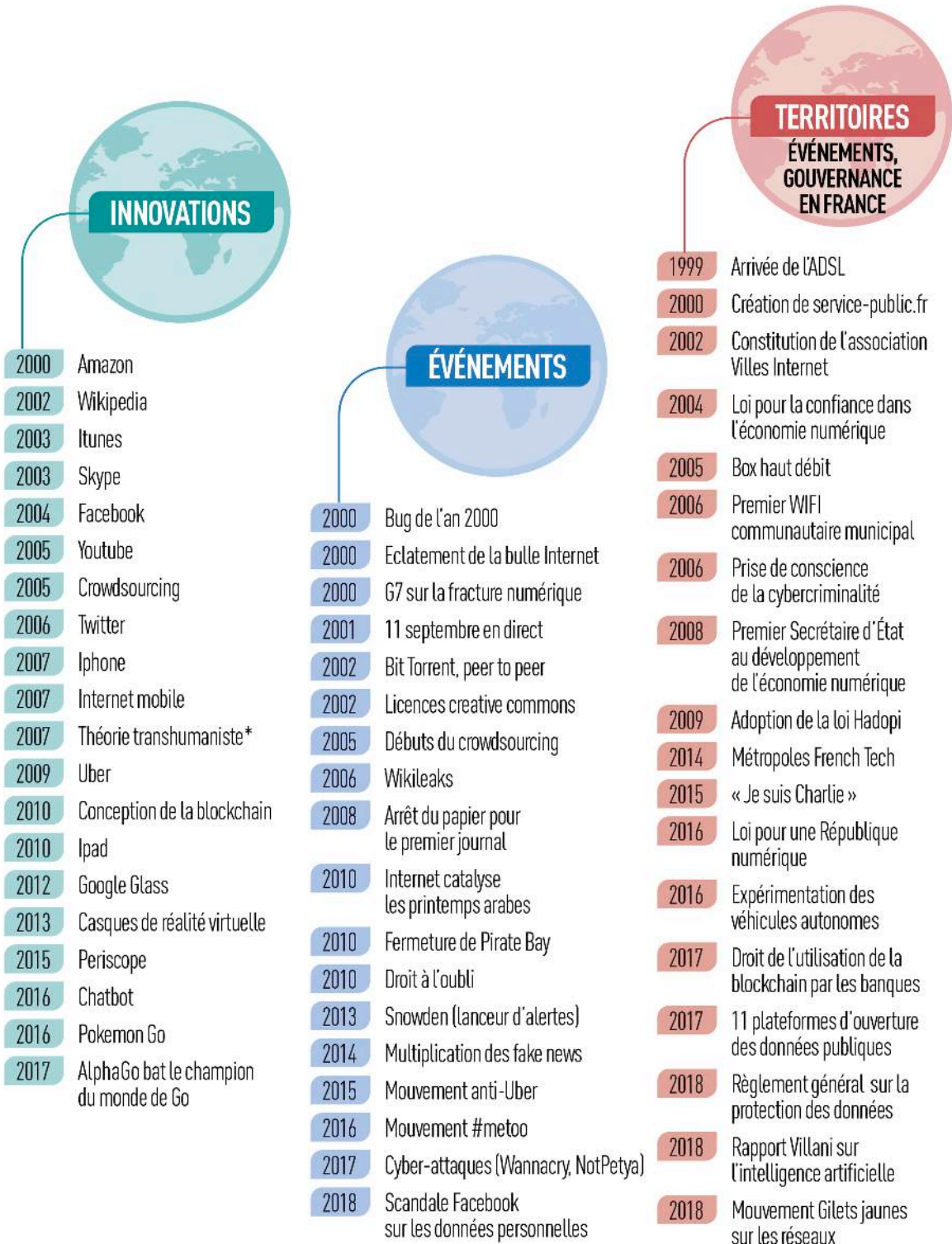
71% ont un **ordinateur**

4h48 par jour passées sur Internet





Les grandes étapes depuis 20 ans



* Humanité 2.0, la Bible du changement, Raymond Kurzweil





Ici, demain !

Voyages sonores en Villes Internet : une série de reportages podcastés.

Écoutez un autre son de cloche de la société en transition numérique : celui des femmes et des hommes bâtisseurs des villes intelligentes et des villages connectés.

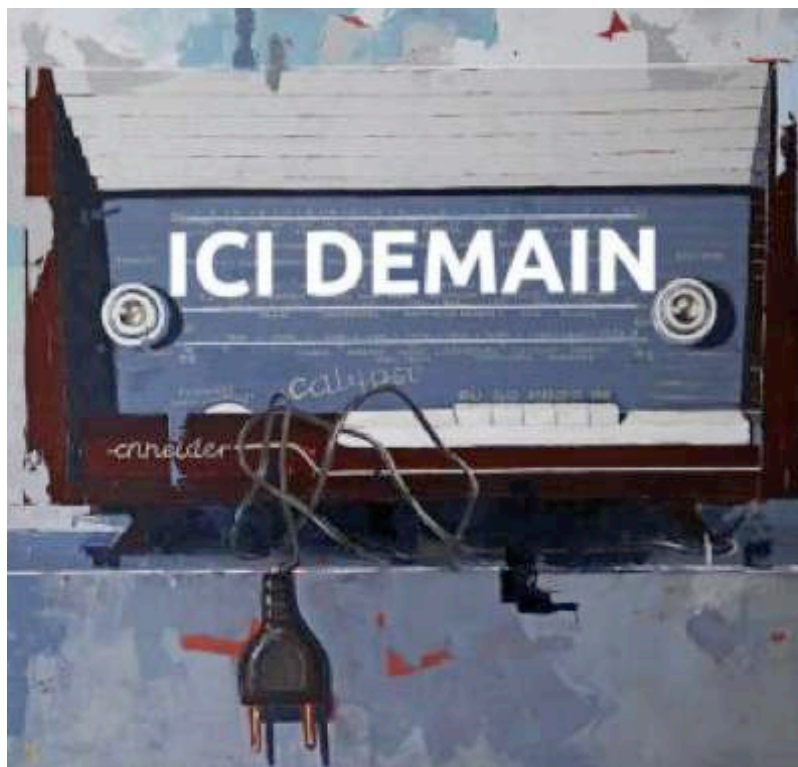
Spécialistes de la réponse aux besoins essentiels, ils rendent le service public, par le numérique aussi et nous invitent à le découvrir chez eux.

Écoutons leur enthousiasme créatif. Comprenons, à leur timbre de voix, à leur choix des mots, comment ils affrontent les doutes et nourrissent les espoirs, dans une société où l'humain doit choisir ses outils. C'est leur expérience qu'ils nous donnent à entendre chez eux ICI, DEMAIN !

Les premiers épisodes traitent de la sécurité des données à Vannes, du numérique éducatif au Pré-Saint-Gervais, et de la connectivité en ruralité à Montségur-Sur-Lauzon.

<http://www.ici-demain.fr>

Une série proposée et réalisée par Florence Durand-Tornare et Antoine Gouritin. Une production VIA soutenue par la Banque française Mutualiste.





L'Atlaas — le cœur de l'action de Villes Internet

L'«annuaire territorial de liaison des acteurs, actions et services numériques» est une carte de France dynamique et contributive des services publics numériques des villes et villages français. Près de 30 000 actions locales sont positionnées dans le paysage géographique et thématique de l'Internet public et citoyen. Une ressource unique pour l'échange d'expérience.

Plus de 23 000 actions y sont recensées.

<http://www.villes-internet.net/site/atlaas/>

“ L'ATLAAS est un programme pour agir dans les territoires urbains, périurbains et ruraux afin de mutualiser le développement des services numériques aux citoyens. Il permet de favoriser la connaissance des enjeux sociaux des politiques publiques numériques en présentant des milliers d'actions locales et nationales. Pour les décideurs il constitue un observatoire offrant les arguments de la réalité pour les inciter à soutenir les projets numériques pour les populations les plus éloignées, culturellement et économiquement, selon les principes républicains de continuité et d'égalité d'accès aux services publics.”

Emmanuel Eveno, Président de Villes Internet.





Conçu avec le **Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET)** et produit avec **Michel Authier**, l'inventeur des arbres de la connaissance, l'Atlaas veut relier les acteurs par les projets qu'ils portent.

L'ATLAAS propose une approche républicaine de la révolution numérique qui doit servir quatre objectifs prioritaires :

- **Développer la démocratie continue** : citoyenneté active, efficacité des services publics, protection de la vie privée.
- **Vivre mieux ensemble** : services pour la cohésion sociale, les dynamiques solidaires, la qualité de vie quotidienne, l'éducation de tous et la santé publique.
- **Accéder à la connaissance et à l'émancipation culturelle** : partage des ressources, protection et valorisation des patrimoines, laïcité.
- **Créer des richesses communes** : développement économique durable, création d'emploi, employabilité et plaisir au travail, attractivité du territoire, activité tout au long de la vie, patrimoine culturel, diasporas...

Les ressources de l'Atlaas

Tout au long de l'année, les fiches-action publiées par les collectivités sont géolocalisées et classées dans un référentiel thématique de 15 enjeux de développement du territoire et 138 services numériques.



Informations pratiques

Adresse

Parvis de la Défense
92044 Paris La Défense

Comment y accéder ?

- En transport en commun

MÉTRO Ligne 1, Station La Défense Grande Arche

BUS Lignes 141, 144, 159, 246, 272, 275, 378, 262, 161, 174, 360, 160, 258, 541 et 73

TRANSILIEEN Lignes L et U, Station La Défense Grande Arche

RER Ligne A, Station La Défense Grande Arche

TRAMWAY T2, Station La Défense Grande Arche

TRAIN Gare Saint-Lazare à 25 min/Gares de Lyon, Montparnasse, de l'Est et du Nord à 35 min

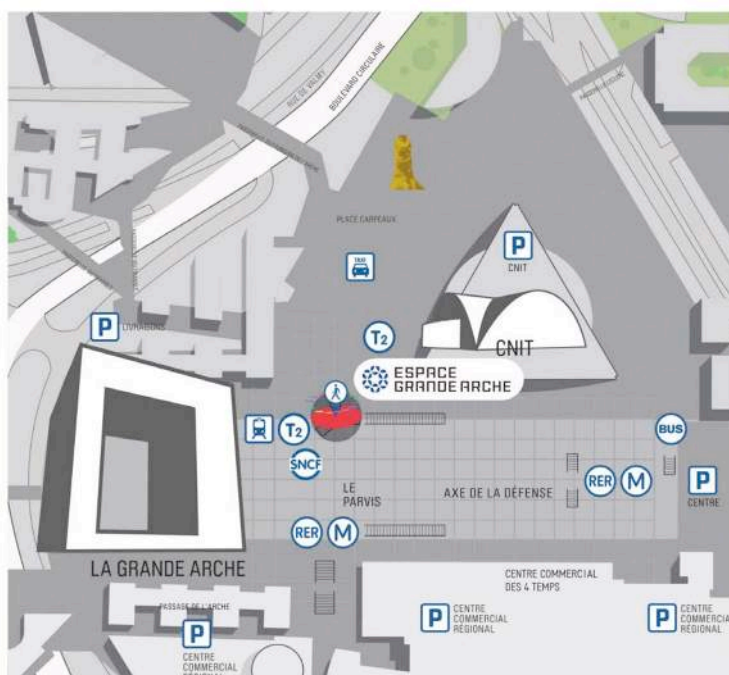
- En voiture

Depuis Paris et Boulevard Périphérique : Sortie Porte Maillot direction La Défense

À La Défense, prendre le Boulevard Circulaire

Prendre la sortie CNIT (parkings visiteurs ou exposants)

PLAN D'ACCÈS TRANSPORT EN COMMUN



Gare Saint-Lazare à 25 min
Gares de Lyon, Montparnasse, de l'Est et du Nord à 35 min
Transilien L et U
La Défense Grande Arche
La Défense Grande Arche
La Défense Grande Arche

2 920 places de parking
La Défense Grande Arche
141, 144, 159, 246, 272, 275, 378, 262, 161, 174, 360, 160, 258, 541 et 73
Proximité directe avec la station du bd Wallace, à Puteaux

Aéroport Paris - Charles de Gaulle, Paris Orly
Navette aéroport depuis la porte Maillot
Livraison : 56 route de la Demi-Lune - Puteaux
Accès piétons

Station Taxi



Partenaires

L'association Villes Internet a construit autour de ses membres, un réseau fidèle de partenaires représentatifs de la société civile et de l'État. Les services ministériels, les associations d'élus et ses partenaires praemium pluri-annuels, se réunissent régulièrement dans le Conseil des Partenaires des Territoires de Demain pour exprimer les enjeux stratégiques liés à l'actualité du secteur impliquant un choix stratégique de la part des élus locaux.

Grands partenaires



Mutuelle Nationale Territoriale
<http://www.mnt.fr/>



Banque française Mutualiste
<https://www.bfm.fr>

Partenaires gouvernementaux



Ministère de l'éducation nationale
<http://www.education.gouv.fr/>



**Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères**
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>



**Commissariat général
à l'égalité des territoires**
<http://www.cget.gouv.fr/>





Associations d'élus



**Assemblée
des départements de France**
<http://www.departements.fr/>



Villes de France
<http://www.villesdefrance.fr/>



**Association
des petites villes de France**
<http://www.apvf.asso.fr/>



Association des maires de France
<http://www.amf.asso.fr/>



Association des maires ruraux de France
<http://www.amrf.fr/>



association des maires d'Île-de-France
<https://www.amif.asso.fr/>



**Fédération nationale des collectivités
concédantes et régies**
<http://www.fnccr.asso.fr/>

Un événement en parallèle du salon AP CONNECT :
solutions IT dédiées aux administrations publiques.



Contact presse

Florence Durand-Tornare

Fondatrice et déléguée générale

06 81 04 83 42

www.villes-internet.net

Suivez le congrès sur les réseaux sociaux



@villes.internet



@Villes_Internet

#VillesInternet

